



**CONCOURS 2007
PROMOTION
DE L'ETHIQUE
PROFESSIONNELLE
ROTARY – CGE
CONFERENCE
DES GRANDES ECOLES**

Prix Régional
District 1710

PRIX NATIONAL
Concours National
Remis le 19 mai à l'UNESCO

Du Possible au Permis : l'éthique dans la recherche scientifique



ECOLE NORMALE SUP. LYON

Nicolas VABRE
Année Universitaire 2007

Approche

La lecture des nombreux essais de qualité produits par les étudiants de grandes écoles dans les précédentes versions du concours «promotion de l'éthique professionnelle» m'a impressionné par le niveau élevé des réflexions développées. Elle me laisse néanmoins perplexe sur un point : la grande majorité des projets présentés assimile le monde professionnel à celui de l'entreprise, de telle manière qu'ils laissent penser que l'éthique professionnelle se résumerait à celle des cadres dirigeants et des entrepreneurs.

Il existe pourtant beaucoup d'autres professions qui ne peuvent se passer d'un questionnement éthique. C'est le cas de professions libérales, dont naturellement les professions médicales, et plus généralement de l'ensemble des métiers dont l'exercice a des conséquences sur *autrui*. Dès lors, le métier de chercheur est directement concerné. Pourtant, contrairement à ce que l'on peut observer dans les entreprises, ceux-ci ne possèdent que rarement des formations ou des structures qui leur permettent d'orienter les choix éthiques auxquels ils sont confrontés. Ainsi, il m'a paru légitime de m'interroger sur les particularités de la réflexion éthique au sein du monde de la recherche.

J'ai personnellement été amené très tôt à choisir les sciences et la recherche comme objectif professionnel. Actuellement, je suis sur le point d'engager un travail de recherche sur ce qui m'a toujours passionné : la mise au point d'un vaccin contre le virus du SIDA. Aussi, il me paraît important d'approfondir dès aujourd'hui ma réflexion éthique concernant mon futur métier afin de pouvoir le mieux possible faire face aux futurs questionnements éthiques que je rencontrerai tout au long de ma vie professionnelle.

Résumé

Notre réflexion commence avec le constat du faible intérêt affiché par les scientifiques sur le questionnement éthique.

Dans un premier temps nous avons cherché à savoir comment l'éthique pouvait se situer par rapport à la science en analysant notamment la capacité qu'a la science de se soustraire à la réflexion éthique. Nous avons alors cherché à comprendre les raisons du désintérêt des chercheurs en examinant de quelle manière l'éthique pouvait être perçue comme un frein au progrès scientifique.

Dans un deuxième temps, nous avons réfléchi au rôle que pouvait prendre l'éthique dans le travail de recherche, et ceci à deux niveaux. Tout d'abord nous avons étudié de quelle manière et dans quel cadre l'éthique pouvait permettre au décideur de déterminer une politique de recherche équitable. Ensuite, nous nous sommes intéressés à la relation entre le questionnement éthique et le chercheur tout au long de sa carrière : de quelle façon l'éthique peut aider le chercheur à faire le tri parmi ce qui est *possible* pour n'entreprendre que ce qui est *permis*. Cette réflexion du possible au permis qui soutient le développement scientifique nous a conduit à nous interroger sur la cohérence de l'impératif de responsabilité attendu du chercheur depuis sa formation jusqu'à son exercice professionnel.

Bibliographie indicative

- ◇ Axel Kahn & Dominique Lecourt, *Bioéthique et liberté*, édition PUF (2004)
- ◇ Hans Jonas, *Le principe responsabilité*. (1979) - traduction française éd. du Cerf 1990
- ◇ Philippe Kourilisky, *Vaccination : quand l'éthique devient immorale*. Pour la Science, **322**; 8-11 (2004)
- ◇ Feder N. *Public disclosure could deter conflicts of interest*. Nature. **29**; 437-620 (2005).
- ◇ Dossiers du Monde diplomatique : *Des brevets qui peuvent tuer* (12/2005)
L'Afrique, cobaye de Big Pharma (06/2005)
- ◇ Extraits de la conférence débat *Les enjeux de la bioéthique*, Unesco Paris (2002)
- ◇ Marie-Madeleine Fiers-Didelot, *Les essais cliniques dans la vaccination thérapeutique: nécessité de cohérence et d'éthique garantie*. DEA, faculté de philosophie, Lyon (2003)
- ◇ Interview de J-J Salomon, *Les scientifiques doivent assumer leurs responsabilités*, Les Echos, 20/02/2007.
- ◇ Articles du journal Le Monde : 24/10/2005, 04/01/2006, 07/02/2006, 23/02/06, 07/02/2007

« *La science a fait de nous des dieux avant même que nous méritions d'être des hommes* » s'inquiétait Jean Rostand dans « *Pensées d'un biologiste* ». Dons d'organes, recherche sur l'embryon, manipulations génétiques, les inquiétudes et les interrogations ne manquent pas. Dès la fin du XIX^e siècle, la nécessité de réflexion philosophique s'est imposée parmi les gens de science car ils ne trouvaient pas de réponses satisfaisantes, ni dans le droit, ni dans la morale, aux nouvelles questions que leurs découvertes amenaient. Autrement dit, l'éthique n'existait pas comme une discipline que l'on allait imposer à la science, elle est le fruit de ses interrogations. Par la suite, deux faits marquants ont favorisé l'essor de l'éthique dans la recherche scientifique. D'une part, les horreurs du nazisme ont montré que les scientifiques pouvaient abdiquer toute conscience et se rendre complice de crimes contre l'humanité. Ces crimes ont conduit à l'édification en 1947 du Code de Nuremberg, où sont énoncées dix règles internationales relatives à l'expérimentation clinique. D'autre part, impressionnés par leurs découvertes, les scientifiques prirent conscience qu'ils touchaient au droit inaliénable du corps humain et que leur pouvoir, donc leur responsabilité, devenait par la même immense. Cette prise de conscience a incité, en 1964, l'Association Médicale Mondiale à adopter la Déclaration d'Helsinki qui énonce des recommandations sur la conduite de recherche biomédicale.

Dans le monde professionnel, ces traités ont redéfini la notion de déontologie qui correspond aux devoirs relatifs à une profession. Cependant, traiter de l'éthique professionnelle ne renvoie pas uniquement à la déontologie. Aussi, il s'avère indispensable de déterminer ce que l'on entend par la notion même d'éthique.

En grec, *éthikos* signifie morale. Il convient néanmoins de distinguer clairement ces deux notions qui s'opposent d'abord par leur origine puisque morale vient du latin *moralem*. Ce renvoi à la philosophie grecque, que l'on peut considérer comme source de la pensée des sociétés occidentales, souligne le caractère fondamentalement philosophique du terme. On peut l'opposer au caractère de théorie social auquel renvoie la morale latine. D'aucuns considèrent ainsi la morale comme une réunion d'incitations normatives en référence à une tradition. D'autres au contraire, raisonnent en terme d'évolution par rapport aux comportements admis. « *La vraie morale se moque de la morale* » (Pascal). L'éthique se situe, sans doute, dans une réflexion sur les conséquences de nos capacités à agir. C'est donc un travail permanent qui se réfère à un caractère universel et intemporel. L'éthique professionnelle, quant à elle, ne proviendra pas de soi même mais d'un code de conduite suite à des pratiques nouvelles auxquelles s'appliquent des conceptions philosophiques. Dès lors, l'éthique est en constante évolution et varie avec les avancées techniques (ce qui est *possible*) et les conceptions philosophiques correspondantes (ce qui est *permis*).

Dans la réalité, les scientifiques montrent peu d'intérêt au questionnement alors que leur tâche éthique est complexe. En effet, tandis que le médecin est confronté à l'altérité face au patient, le chercheur de laboratoire se trouvant face à un prélèvement biologique ne peut s'interroger de la même façon, car il n'agit pas sous le regard direct d'un patient et un effort supplémentaire de réflexion lui est sollicité.

Dès lors, le caractère singulier de cette profession est important à analyser afin de comprendre quelle doit être la place de l'éthique dans la recherche scientifique.

Science & Ethique : deux notions opposées ?

Un sondage publié dans le journal *Le Monde* le 7 février 2006 dévoile une évolution ces dernières décennies dans la perception de la Science et de la Technologie. Pour l'opinion publique, les effets de leurs avancées sur le bien être sont de plus en plus controversés. Ainsi, le pourcentage de personne qui estime que la science apporte « plus de bien que de mal » est passé de 56% en 1973 à 45% en 2000. Selon les journalistes, le manque de communication des chercheurs est en partie responsable de cette méfiance. Si la science fait aujourd'hui peur, c'est essentiellement à cause de développements scientifiques récents qui se sont révélés dangereux ou du moins qui ont été perçus comme tels.

Quand la science n'est pas éthique.

- Si elle n'est pas humaine

La «science sans conscience», comme la nommait Rabelais, a toujours alimenté l'imaginaire des artistes. Depuis *Frankenstein* jusqu'au *Docteur Folamour*, l'image du savant fou qui privilégie ses recherches devant la dignité humaine reflète la méfiance de la société envers ses scientifiques. Dans la réalité, les exemples de recherche inhumaine ne manquent pas. On pense aux essais expérimentaux humains réalisés par les scientifiques nazis et japonais pendant la seconde guerre mondiale. Ceux-ci ont délibérément bafoué la notion de respect du corps humain, leur modèle expérimental n'avait pas la dignité d'un individu à part entière. Pour autant, le caractère humain de la science peut être moins aisément discernable, lorsqu'il est par exemple lié au pragmatisme du chercheur. Le Pr. Kourilisky le dénonce dans un article : *Vaccination : quand l'éthique devient immorale* publié en 2004. Il soutient que l'urgence de répondre aux besoins sanitaires du tiers-monde autorise à assouplir les contraintes réglementaires.

- Si elle se prend pour Dieu

Les progrès de la recherche offrent des possibilités inédites de manipulation et de transformation de l'homme. L'eugénisme, leitmotiv de nombreux régimes totalitaires, n'a pas seulement été le monopole des pires dictateurs. Ainsi, entre 1941 et 1975 en Suède, près de 60000 personnes furent stérilisés de force pour des raisons essentiellement eugénistes. Aujourd'hui, l'homme a la possibilité de créer de nouvelles espèces vivantes grâce au progrès du clonage et s'octroie un pouvoir que les civilisations ont de tout temps réservé à Dieu. Comment concilier éthique et recherche lorsque celle-ci offre aux hommes de nouveaux pouvoirs sans leur donner la législation et donc les devoirs correspondants ?

- Si elle est néfaste pour l'environnement

L'expansion de l'homme sur une surface limitée comme la planète Terre soulève de nombreuses questions. Notre milieu de vie n'est pas infini et tout dommage a des conséquences néfastes non seulement pour les populations humaines, mais aussi pour les autres espèces vivantes. Dès lors, par souci éthique, toute recherche doit d'abord s'interroger sur les conséquences directes ou indirectes de ses découvertes sur l'environnement. Malheureusement force est de constater que la prise de conscience n'est pas évidente. Beaucoup de recherches ont pu être menées sans le moindre souci éthique, que cela soit dans l'objet de la recherche, comme par exemple le développement des combustibles à effet de serre, ou bien la façon dont elles sont conduites. On pense aux normes de sécurité insuffisantes qui provoquèrent la catastrophe de Tchernobyl, ou récemment, la tentative de repopulation du lac Victoria qui a abouti au bouleversement complet de son écosystème.

Ainsi la Science dévoile son irresponsabilité et un manquement clair aux contraintes éthiques. On peut s'interroger sur les raisons de cette situation et se demander si l'éthique n'est pas perçue par les scientifiques comme un frein au déroulement des recherches.

L'éthique, un frein au progrès ?

- S'oppose-t-elle au déroulement de la recherche ?

L'annonce par le magazine de référence *Science* du retrait des deux publications du professeur coréen Hwang Woo Suk décrivant l'obtention de cellules souches embryonnaires humaines a révélé à l'opinion publique les graves manquements éthiques auxquels les chercheurs pouvaient se livrer. Outre le fait que l'équipe a délibérément communiqué des résultats faux et commis des fraudes, ce professeur a également menti sur la méthode de prélèvements d'ovocytes utilisée. Les pratiques considérées comme acceptables en matière de don d'ovocyte étant variables d'un pays à l'autre, le problème posé ici est celui du mensonge délibéré pour obtenir une publication scientifique.

Les nombreux exemples des dérives effectuées par des industries pharmaceutiques occidentales en Afrique renforcent le sentiment d'insécurité éthique. Par exemple, une étude réalisée au Nigeria pour tester l'anti-méningite Trovan® a débouché en 1996 à la mort de 5% des enfants sur lesquels le médicament était testé. Ces tests cliniques sont d'autant plus délicats qu'ils se heurtent au fondement du droit qui promulgue le corps humain inviolable et indisponible. Aussi, les essais cliniques permettant l'étude de produits thérapeutiques nécessitent de la cohérence et une éthique partagée entre les différents partenaires.

- S'oppose-t-elle à la finalité de la recherche ?

Doit-on considérer l'éthique comme toute puissante face aux recherches ? Peut-on considérer qu'il ne faut pas encourager des recherches qui sont *possibles* car elles ne sont pas *permises* par notre société ? D'autant plus que rien ne nous assure qu'elles ne le seront pas dans les années futures. Cette question peut se poser dans le cas du clonage, ou pour le développement des nanotechnologies.

En réalité, il apparaît que cette question n'en est pas une : si l'objet d'une recherche est contraire à l'éthique, par exemple en étant néfaste pour la planète, il menace directement le bien-être futur de l'homme. Il ne saurait donc être considéré comme un progrès. L'éthique, par son questionnement sur la finalité du bien commun peut être considéré comme un indicateur du progrès : elle permet de distinguer ce qui est progrès de ce qui ne l'est pas.

Ainsi, l'éthique et la science ne sont pas deux notions opposées. En réalité, la science ne peut se passer de l'éthique car celle-ci permet au scientifique d'être responsable. Finalement, le questionnement éthique permet de répondre à la question suivante : Cette recherche a-t-elle lieu d'être ?

Du possible au permis : l'éthique aux différents échelons de la recherche

Quelle politique pour la recherche ?

- Priorité des domaines de recherche

En France, tous les domaines de la recherche scientifique publique sont centralisés autour de grands instituts. Se pose alors la question des priorités que l'on accorde à tel ou tel domaine. En exemple, quelle part doit on accorder à la recherche spatiale par rapport à celle des maladies infectieuses ? Cette question délicate interroge la légitimité de mettre sur un même plan des recherches par essence différentes.

Plusieurs critères doivent être pris en compte, parmi lesquels le caractère urgent de la recherche. Lors d'une pandémie de grippe aviaire chez l'homme, qui s'étonnerait que l'effort de recherche soit concentré sur l'étude du virus ? D'autres critères, tel l'impact scientifique des recherches doivent être considérés, de même que l'efficacité des études, indice d'un «rapport qualité prix» scientifique. Ainsi, financer la recherche d'un vaccin prophylactique contre le SIDA ne doit pas se faire au détriment de la recherche sur des anti-rétroviraux et vice-versa.

- Indépendance de la recherche

Selon le collectif *Sauvons la recherche*, l'enseignement et la recherche dans une société démocratique suscitent des interrogations si ils sont confiés à des organismes privés. Ceux-ci ont des intérêts particuliers non compatibles avec l'exigence d'objectivité puisque ces intérêts remettent en cause l'indépendance de ceux dont on attend qu'ils exercent leur faculté critique. Il est alors nécessaire qu'une instance publique puisse garantir l'éthique des recherches à but lucratif.

Par ailleurs, il faut également s'assurer de l'indépendance financière de la recherche publique. En effet, c'est elle seule qui permet une jouissance collective des inventions et découvertes, par des dépôts de brevets qui les protègent d'une appropriation mercantile.

L'indépendance morale est enfin un présupposé à une recherche éthique. La pression d'obtenir des résultats, de se montrer productif, encourage la fraude et la désinformation.

Pour cette raison, de nombreuses revues scientifiques encouragent leurs auteurs à expliciter leurs éventuels conflits d'intérêts qu'ils soient financiers ou politiques.

- L'importance d'institutions garantes de l'éthique

La recherche, comme la santé, doit considérer les attentes de chacun, de façon juste et objective. Pour ceci, les dirigeants doivent pouvoir s'appuyer sur l'expertise d'institutions garantes de la nature équitable d'une décision. L'Etat peut ainsi suivre les recommandations de la *Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme UNESCO* adoptée en 2005. En France, depuis 1983, le Comité Consultatif National d'Ethique (CCNE) est la base de la réflexion éthique sur les questions relatives à l'homme, les groupes sociaux ou la société toute entière.

Le chercheur face au possible

- L'éthique contre la fraude

Le chercheur se trouve aujourd'hui au sein d'un système qui lui demande de grandes responsabilités sans pour autant lui offrir les outils lui permettant de les assumer. Dans une carrière scientifique, ce qui permet au chercheur de prouver l'utilité de son travail et d'avoir la reconnaissance de ses pairs réside dans le nombre et la qualité de ses publications. Dès lors, il lui est demandé une transparence totale sur la qualité de ses résultats, ce qui entre en concurrence avec l'évolution de sa carrière. Pour autant, les moyens de contrôle des travaux ne sont pas infaillibles : doit-on rappeler que les deux travaux du Pr. Hwang dans la revue *Science* étaient signés par respectivement 15 et 25 co-auteurs ?

Le système d'évaluation du chercheur est donc dénonçable dans le sens où il ne récompense pas l'honnêteté du chercheur. Aussi, ce que les américains appellent le « *publish or perish* » fait aujourd'hui l'objet de critiques unanimes.

- L'éthique contre la facilité

Au cours de sa vie professionnelle, le chercheur peut éventuellement se passer d'une évaluation éthique si cela permet de faciliter ou d'accélérer l'avancement de ses expériences. Le chercheur peut par exemple se soustraire aux consignes de sécurité sans que cela ne lui apparaisse dangereux. Il peut aussi aisément utiliser sa position dominante, par rapport à ses étudiants ou ses collègues, pour s'accaparer les résultats de leurs travaux.

- L'éthique pour choisir l'orientation de ses recherches

Au sein d'une thématique de laboratoire, le chercheur a une grande liberté sur la façon dont il souhaite orienter ses recherches. Au cours de sa carrière, les choix auxquels il doit procéder doivent être initiés par une réflexion éthique. L'orientation de la recherche que je vais privilégier est elle dangereuse ? Peut-elle aboutir sur une découverte ? Cette découverte sera-t-elle utile pour la Science ? Pour l'Homme ?

Ces questions primordiales ne sont pourtant pas automatiquement observées. Le chercheur peut très bien être attiré par la possibilité d'obtenir des résultats rapidement publiables, même si ceux-ci ne présentent pas d'intérêt scientifique ou médical direct. Cette responsabilité lui incombe et personne ne s'opposera *a priori* au choix qu'il fera.

- L'éthique face aux expérimentations

Depuis toujours l'expérimentation sur l'homme apparaît comme le lieu d'une tension entre les préoccupations éthiques (le respect de l'intégrité de l'humain) et la rigueur de la démarche scientifique. Effectivement, la collectivité exige de la science non seulement l'avancée des connaissances, mais surtout la maîtrise de la santé face à la pathologie. Aussi, la légitimité de l'expérimentation ne peut être acceptée que par la pertinence de la question de recherche et l'éventualité de progrès scientifique et médical. L'expérimentation dans la recherche médicale doit par conséquent se réaliser avec rigueur et méthodologie.

Devant la liberté que possède le chercheur sur la gestion de ses recherches, il est légitime de se demander quelles mesures ont été mises en place par le législateur, les instituts de recherche ou bien encore les systèmes de formation afin d'encadrer cette liberté.

Le chercheur face au permis : quel cadre juridique ?

- Code de recherche des instituts.

De nombreux instituts de recherches sont désormais dotés de comités visant à résoudre les nouveaux problèmes d'éthiques qui émergent sans cesse. Ces comités (ERMES à l'Inserm ou encore le COMETS pour le CNRS) sont des instances qui revendiquent un travail de sensibilisation et qui peuvent être saisies par le chercheur en réponse à un questionnaire particulier. Cependant, aucun contrôle direct n'est réalisé dans le laboratoire et une fois de plus, l'initiative de saisine, qui n'a rien d'obligatoire, incombe au chercheur.

Un code de Bonne Pratique de Laboratoire (BPL) est par ailleurs disponible en France pour aider à encadrer les pratiques du chercheur, mais une fois encore, il n'implique aucun devoir, simplement des conseils ou précisions.

- Nécessité d'une formation à l'éthique – responsabilisation.

Etant donné l'exigence d'initiative éthique qui est demandée au chercheur, il est nécessaire de l'aider à accomplir cette tâche. Pour ceci, il est important qu'il puisse recevoir une solide formation à la réflexion éthique. Il est également crucial que le chercheur soit capable d'assumer les prises de décision auquel il est confronté. Une fois de plus, sa formation actuelle ne va pas dans ce sens de façon évidente et doit être repensée.

Conclusion

Le Rotarien a formulé quatre questions fondamentales qu'il est possible d'appliquer au chercheur pour tenter d'analyser si son travail respecte les critères éthiques.

Est-ce conforme à la vérité ?

Le chercheur, seul responsable de ses travaux avant publication, se doit d'assurer la véracité de ses communications. Il doit bannir la fraude, qu'elle soit volontaire ou par omission.

Est-ce loyal de part et d'autre ?

Les recherches doivent avoir été effectuées dans un souci d'honnêteté et de probité où le travail de chacun doit être reconnu et récompensé. Un travail publié ne doit pas découler d'un autre travail effectué sans l'être signalé.

Est-ce susceptible de stimuler la bonne volonté et de créer de meilleures relations amicales ?

Le chercheur doit essayer de s'orienter vers des recherches utiles pour *autrui* et réfléchir aux applications possibles de ses résultats. Cela doit être le moteur de sa motivation.

Est-ce bénéfique à tous les intéressés ?

Le travail de recherche a pour objectif l'amélioration du bien être de tous. Cet état d'esprit ne doit pas quitter l'esprit du chercheur mais en être le fil directeur. Dès lors le principe de responsabilité de Hans Jonas est directement applicable à son métier.

Celui-ci découle d'une maxime de Kant :

« *Agis toujours de telle sorte que ta conduite puisse être érigée en loi universelle* ».

Que complète Hans Jonas par :

« *Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre et que les effets de ton action ne soient pas destructeurs pour la possibilité future d'une telle vie.* »

Nous avons pu observer néanmoins qu'il existe de réelles difficultés pour le chercheur à concrétiser l'éthique car il possède peu de contact avec le bénéficiaire de ses recherches. Sa formation ne l'oriente que rarement vers une réflexion philosophique éthique lui permettant d'affronter au mieux ses questionnements.

L'augmentation du pouvoir des chercheurs via l'évolution de la science creuse un peu plus ce fossé entre ce qui est permis et ce qui est possible pour le chercheur. Il est dès lors urgent de responsabiliser ce dernier. Plusieurs propositions sont avancées, parmi lesquelles l'instauration d'un *serment d'Hippocrate* pour scientifique. Cela devrait permettre au chercheur de ne pas oublier que Recherche et Science ont pour but mais aussi pour devoir l'amélioration de la condition humaine. Or l'éthique doit non seulement être une fin recherchée mais aussi un moyen. Les chercheurs ne doivent pas s'éloigner de cet état d'esprit.

19980 caractères.